

Interpellation présentée par le député:

M. Roger Deneys

Date de dépôt : 22 mars 2007

Messagerie

Interpellation urgente écrite

Stationnement à Plan-les-Ouates : à quand des mesures sérieuses ?

Si la zone industrielle de Plan-les-Ouates constitue un pôle économique cantonal de grande importance, force est néanmoins de constater que le canton et la commune n'ont à ce jour pas été capables de gérer correctement la situation en matière de mobilité et d'accès à cette zone : accès en transports publics inexistant depuis la France voisine, places de stationnement mal planifiées, parkings gratuits dans toutes les zones résidentielles voisines, etc. C'est la gabegie, tant pour les habitants que pour les travailleurs !

La lecture récente d'une pétition d'une formation "villageoise" de Plan-les-Ouates venant en soutien à un projet de motion indique qu'une enquête de mobilité a été menée, notamment avec le canton, sur cette zone, sans doute afin de mieux déterminer les causes exactes de cette gabegie et d'y trouver des solutions, et si possible les moins mauvaises.

Or, à ma connaissance, cette enquête n'a pas été rendue publique à ce jour.

Il serait sans doute inopportun d'évoquer au Grand Conseil les étranges moeurs politiques régnant au sein de ladite formation politique "villageoise", qui utilise en pleine campagne électorale municipale les résultats d'une enquête non publique dans une pétition venant en soutien à un projet de motion non déposée.

Mais il semblerait par contre fort utile que tant nos concitoyens que les travailleurs concernés, sans même parler des Députés membres ou non de la Commission des Transports, puissent aussi prendre connaissance des résultats de cette étude dans les meilleurs délais, afin de savoir exactement de quoi on parle et contribuer ainsi sérieusement à la mise sur pied d'une véritable politique de la mobilité dans cette zone.

Peut-on en conséquence obtenir les résultats de l'étude en question dans les meilleurs délais et connaître de façon plus générale les projets du Conseil d'Etat pour épauler les communes qui semblent dépassées par l'explosion de la mobilité motorisée ?